

# POUR GAGNER LE RÉENGAGEMENT DE L'ÉTAT SIGNONS LA CARTE-PÉTITION

**1948** : L'UNEF gagne la création du régime Etudiant de Sécurité Sociale. La participation financière de l'étudiant y est symbolique.

**1985** : M. Chevènement réduit à néant la participation de l'Etat. Il nous vole 306 millions de francs!

**1986** : Le résultat 42 % de hausse

Se soigner ne doit pas devenir un luxe. Avec l'UNEF, j'exige le réinvestissement de l'Etat dans le régime étudiant de Sécurité Sociale.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Université : \_\_\_\_\_

EDITÉ PAR L'UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE - IMP. ITOD.AUBERVILLIERS



Mr Le Ministre  
de l'Education Nationale  
110, rue de Grenelle  
75357 PARIS

POUR CHANGER L'UNIVERSITE, JE ME SYNDIQUE.

NOM:.....

PRENOM:.....

ADRESSE:.....

UNIVERSITE:..... U.E.R:.....

COTISATION 40 Frs

SOUTIEN 100 Frs

UGEA-UNEF local 106b Fac de Lettres Av. R. Shumann 13100 Aix



U.G.E.A.-UNEF  
Local 106b  
Fac de Lettres  
13100 Aix  
Tel: 42.20.85.13.

# LES MILLE ET UNE LUTTES ...

En cette nouvelle année, notre succès historique a créé de nouvelles exigences, apparues lors des nombreux débats qui se sont tenus pendant le mouvement. Au-delà du retrait du projet, c'est bien le refus de subir les facultés de la sélection et de la déqualification qui transparait.

"Ni Devaquet, ni statut quo", tel pourrait se résumer le sentiment général.

Car le projet retiré, les grands problèmes demeurent. Dans le cadre de la préparation des Etats Généraux de Mars, le débat sur "l'université qu'il nous faut" devient un élément essentiel.

Bien souvent, quand on aborde les besoins de développement de l'université, nous sommes confrontés à des contraintes financières et économiques qu'on essaye de nous imposer comme incontournables. Qu'en est-il de la réalité ?

Y a-t-il trop de diplômés en France ?

- Le taux de chômage après 9 mois d'entrée en vie active est de 40% pour les jeunes en général et de 14% pour les diplômés. Mieux vaut donc avoir un diplôme pour se prémunir contre le chômage.
- Dans les secteurs modernisés, les structures de l'emploi demandent le double de diplômés niveau I et II (à partir de la licence) que le flux d'embauche moyen. Pour que le système d'éducation forme ces diplômés et qu'en même temps le pays continue de se moderniser, il faut doubler les effectifs de diplômés.
- La France est un des pays développés qui possède le moins de chercheurs par salarié (3,7% contre 6,9% au Japon par exemple).

La sélection est-elle nécessaire pour maintenir le niveau ?

- La qualité d'une formation dépend avant tout des moyens qu'on lui octroie par étudiant. Plus le rapport investissement/étudiant est grand, meilleure est la formation. C'est donc bien une politique financière qui est responsable de la sélection.
- La sélection sociale est le principal facteur de sélection du système éducatif français. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle n'a jamais aidé à établir un quelconque niveau d'enseignement (ce qui reviendrait sinon à définir l'intelligence des gens par rapport à leur milieu social d'origine).

## L'Etat n'a-t-il pas assez d'argent ?

- La France se trouve à la queue des pays développés pour le pourcentage financier qu'elle consacre à l'enseignement supérieur par rapport au P.N.B. (derrière l'Italie, la Suède et la RFA).
- De plus, le nombre d'étudiants augmentant plus vite que le budget de l'enseignement supérieur, la part qui revient à l'étudiant diminue chaque année.

Compte tenu de ces réalités, voici quelques propositions de l'UNEF pour améliorer nos formations ainsi que nos conditions de vie et d'études:

### CONCERNANT LES MODALITES D'ACCUEIL:

- Inscription de tous les bacheliers dans la filière et l'Université de leur choix.
- Inscription de tous les étudiants étrangers.
- Augmentation des capacités d'accueil.
- Non augmentation des droits d'inscription.
- Structures d'information permettant un choix conscient et délibéré du bachelier.
- Aucune sélection d'entrée (test, examen, dossier) pour les titulaires du bac.
- Exonération des droits d'inscription de 10% d'étudiants non boursiers dès leur inscription.

### CONCERNANT LE FINANCEMENT DES UNIVERSITES:

- Réengagement de l'Etat dans la Sécurité Sociale étudiante.
- Droit à la Sécurité Sociale pour les étudiants étrangers.
- Croissance du budget de l'Enseignement Supérieur de 7,5 % (au lieu de 1% en 87).
- Réunion d'un collectif Budgétaire pour corriger le budget 87, voté cet automne pour appliquer le projet Devaquet.
- Collecte nationale de la taxe professionnelle et redistribution équitable par université.

### CONCERNANT NOS CONDITIONS DE VIE ET D'ETUDES:

- Revalorisation et mensualisation des bourses.
- Tarif réduit du Resto.U pour les boursiers.
- Construction immédiate de Cités Universitaires pour répondre aux besoins.
- Bibliothèques universitaires dignes de ce nom.
- Lieux de vie: foyers, cafétéria.....

### CONCERNANT NOS FORMATIONS:

- Relèvement du taux d'encadrement à l'Université.
- Pluridisciplinarité du 1<sup>o</sup> cycle.
- Examens utilisés à sanctionner un niveau de connaissance et de pratique et pas à des fins élitistes.
- Modules de soutien pour que chaque étudiant soit au niveau souhaité, quelque soit sa formation originelle (modules "pratiques" pour les bacs A,B,C,D et E, modules "fondamentaux" pour les bacs F,G,H,D' par exemple).
- L'évaluation des besoins en formation doit faire l'objet d'un vaste débat démocratique.
- Equipe pédagogique qui suit l'évolution d'un groupe restreint d'étudiants (TD).
- Formation continue réelle et de qualité.
- Une politique de recherche développée.

# POUR RÉUSSIR FAUT LA SANTÉ !!

En cette rentrée 86, l'Etat nous a volé 306 Millions de Francs.

En effet, la Sécurité Sociale Etudiante, qui était jusqu'à présent financée à part égale par l'état et les étudiants, s'est vue en Octobre 85, entièrement amputée de la participation de l'état.

Résultat: 42 % de hausse pour les étudiants.

Nous sommes la seule catégorie sociale à financer intégralement notre Sécurité Sociale, alors que nous n'avons pas de revenu. (avec les professions libérales).

En plus des attaques au régime de sécu étudiante, nous sommes également touchés de plein fouet par "les mesures Seguin":

- Suppression de la 26<sup>o</sup> maladie: la liste des 25 maladies remboursables à 100% est élargie à 30 mais avec des restrictions. La 26<sup>o</sup> maladie qui englobait toute maladie (même inconnue) mais reconnue "longue et coûteuse" est supprimée.

- Austérité: certains actes chirurgicaux seront remboursés à 80% au lieu de 100%.

- Baisse du taux de remboursement des médicaments dits de confort à 40%: cette mesure concerne notamment les vitamines, les amphétamines dont les étudiants sont de grands consommateurs.

- Hotel-Hopital: le forfait hospitalier augmenté de 23 à 31 Francs au 1.01.87, même pour quelques heures passées à l'hôpital, il faudra payer notre séjour.

L'orientation prise par les mutuelles, que se soit la MNEF ou les Mutuelles Privées (SMER) renforce encore ces attaques. Si vous avez les moyens, vous serez remboursés à 100% sinon, à des taux ridiculement bas.

Le système de la double cotisation va à l'encontre de l'esprit de solidarité (chacun cotise la même chose et est remboursé selon ses besoins), de plus l'augmentation ininterrompue des cotisations provoque une démutualisation de plus en plus importante chez les étudiants.

Faute de moyens, la médecine préventive universitaire n'a de préventive que le nom. Alors, les attaques portées à la Sécurité Sociale Etudiante, le plan Seguin et la politique suivie par les mutuelles font que les étudiants attendent d'être de plus en plus malades pour se soigner.

SE SOIGNER DEVIENT UN LUXE. CE SONT NOS ETUDES QUI SONT EN DANGER.  
Notre lutte pour une protection sociale efficace a donc des convergences avec celle des travailleurs.